

TERMES DES REFERENCES

CONSULTANT(e) INTERNATIONAL

« ÉVALUATION DES BESOINS EN COMPÉTENCES ET CARTOGRAPHIE DES EMPLOYEURS DANS LES PROVINCES CANADIENNES SELECTIONNEES »

I. Contexte

En République de Djibouti, les jeunes représentent une part très importante de la population, avec 73% de la population âgée de moins de 35 ans (2021)¹. Malgré une décennie de croissance économique positive, Djibouti fait face à la persistance d'un taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes. Selon la Banque Mondiale (2022), le taux de chômage global à Djibouti est de 27,9%, tandis que chez les jeunes (définis comme étant âgés de 15 à 24 ans) ce chiffre grimpe à 77,2%.

Le gouvernement Djiboutien travaille avec ses partenaires, y compris des agences des Nations Unies, pour appuyer des initiatives de création d'emploi pour les jeunes y compris la collaboration entre les secteurs public et privé. Des efforts sont faits pour renforcer le cadre de gouvernance de l'accès à l'emploi des jeunes Djiboutiens. A cet effet, l'OIM s'engage soutenir le ministère du travail dans l'élaboration du premier draft de la stratégie de la migration de travail et le renforcement des capacités techniques du ministère du travail pour développer les compétences des travailleurs djiboutiens afin de les préparer à travailler dans d'autres pays. Depuis janvier 2020, la République de Djibouti s'est engagée dans une initiative régionale pour une « migration de main-d'œuvre sûre, régulière et humaine » pour promouvoir des approches régionales communes et le dialogue social dans la formulation et la mise en œuvre de politiques de migration de main-d'œuvre harmonisées, fondées sur des données probantes, respectueuses des droits de l'homme et tenant compte de la dimension de genre.

Dans le cadre du partenariat avec les agences des Nations Unies visant à faciliter l'emploi des jeunes, l'OIM Djibouti travaille avec le gouvernement à relever les défis et profiter des avantages de la migration. La stratégie nationale pour les migrations à Djibouti a été élaboré en 2021 en prenant en compte la composante sur la migration de travail.

La République de Djibouti est très engagée dans la promotion de la migration de travail des jeunes vers les pays développés en quête de la main d'œuvre qualifiée. En 2018, l'OIM a collaboré avec le ministère du Travail à travers l'Agence Nationale de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle pour mettre en

¹[1] <https://www.undp.org/fr/djibouti/news/lutte-contre-le-ch%C3%B4mage-une-priorit%C3%A9-pour-djibouti>

œuvre un projet pilote dont l'objectif principal est de faciliter la migration légale des jeunes djiboutien vers le Canada. Ce projet a permis de placer 18 jeunes Djiboutiens dans des entreprises canadiennes travaillant dans le secteur agroalimentaire. Afin de poursuivre les efforts de l'Etat Djiboutien dans le cadre de la promotion de la migration légale de travail, l'OIM à Djibouti va dupliquer ce projet pilote précédent et inclure différents secteurs au-delà de l'industrie alimentaire. L'objectif de ce programme est de renforcer les liens et de développer les capacités afin de faciliter les parcours de migration professionnelle durable pour les jeunes. La nouvelle cible est 25 jeunes demandeurs d'emploi en République de Djibouti qui bénéficieront des formations de renforcement des capacités avant leur départ Canada en se basant sur les leçons apprises du projet pilote.

Pour ce faire, l'OIM Djibouti cherche à recruter un(e) consultant(e) international (e) pour réaliser une étude ciblée des besoins en matière de recrutement de travailleurs migrants dans les provinces clés du Canada, dans le but d'identifier ce qui peut être fait, les secteurs spécifiques qui pourraient bénéficier profiter aux candidats de la migration de main-d'œuvre et la meilleure façon de créer et de renforcer les liens, en tenant compte de l'expérience passée. La portée de cette évaluation pourrait se concentrer uniquement sur quelques provinces sélectionnées, mais la portée totale sera déterminée en consultation avec les parties prenantes. L'évaluation permettra également d'identifier les entreprises du secteur privé qui répondent aux critères/exigences établis et qui sont intéressées par ce projet pour recruter les potentiels travailleurs migrants en provenance de Djibouti ; ce processus d'identification sera également soutenu par l'ambassade du Canada basé en Ethiopie et le bureau OIM Canada basé à Ottawa. Ensuite, sur la base des résultats de l'étude, et pour développer les liens de partenariat entre les autorités djiboutiennes, le secteur privé et le gouvernement canadien, une visite d'échange au Canada sera effectuée.

II. Objectif général

L'objectif de cette consultance est de réaliser une étude sur les besoins des entreprises privées canadiennes en matière de la main d'œuvre qualifiée, élaborer une cartographie de ces entreprises et développer une approche qui faciliterait le recrutement éthique qui respecte les droits fondamentaux de l'homme, du travail et les droits sociaux des travailleurs migrants.

III. Objectifs spécifiques

Le ou la consultant(e) sera recruté au Canada et travaillera en étroite collaboration avec le bureau de l'OIM basé à Ottawa, l'équipe projet de l'OIM Djibouti, les membres du comité de pilotage basé à Djibouti, et le point focal migration du ministère du travail chargé de la formalisation et de la protection sociale. Un mécanisme de réunion régulière en ligne sera mis en place pour faciliter la coordination.

- a) Identifier les secteurs et les professions par province avec des programmes d'emploi pour la mobilité de la main-d'œuvre. Cela inclut l'analyse des opportunités offertes par les provinces aux travailleurs migrants djiboutiens, ainsi que les différents marchés de l'emploi Identifier les secteurs promoteurs d'emploi par provinces,
- b) Dresser la carte des employeurs privés dans les provinces identifiées et réaliser une évaluation des besoins en compétences des entreprises canadiennes en ONTARIO et au QUÉBEC en s'appuyant sur les informations existantes sur le marché de l'emploi canadien.
- c) Recommander les mécanismes institutionnels, les programmes de formation et l'approche d'adéquation des emplois nécessaires pour faciliter une migration basée sur les compétences mutuellement bénéfique de Djibouti vers les provinces canadiennes identifiées.

- d) Intégrer les considérations de genre dans l'identification des opportunités sectorielles et dans la réalisation de la cartographie des employeurs et de l'évaluation des besoins en compétences.
- e) Participer à l'examen des progrès en ligne et aux réunions de validation du comité opérationnel du projet.

IV. Livrables de la consultance

Un rapport de démarrage détaillant la méthodologie, le plan de travail et le guide d'entretien avec les différentes entreprises, et le calendrier de la consultance.

Des outils de collecte de données qualitatives et quantitatives pour la cartographie et les évaluations.

- Un rapport d'évaluation et d'adéquation des compétences, consistant en un rapport d'analyse situationnelle visant à développer une compréhension détaillée du contexte et de la dynamique de la migration de la main-d'œuvre, y compris un inventaire des marchés clés identifiés et des entreprises favorables aux travailleurs migrants djiboutiens, et des recommandations pour les mécanismes institutionnels et les approches pour l'adéquation des compétences et la mobilité de la main-d'œuvre de Djibouti vers le Canada. Les résultats de l'évaluation seront présentés au cours d'une réunion de restitution en ligne avec les parties prenantes.
- Des diapositives Powerpoint sur le rapport initial et la méthodologie, les outils de cartographie et d'évaluation, et les résultats de l'évaluation à présenter lors de l'examen des progrès des parties prenantes et des réunions de validation.

V. Calendrier de la consultance

Le ou la consultant(e) réalisera les activités énumérées ci-dessous dans un délai de 8 semaines à compter de la date de la signature du contrat

Activités	Nombre de jours	Responsable	Localisation
Réunion de lancement et de cadrage de la mission	1 jour	Comité de Pilotage	En ligne
Examiner les documents du projet et de la littérature pertinente sur le projet	2 jours	Le consultant (e)	A distance
Élaboration de la méthodologie et des outils de collecte d'information	3 jours	Le consultant (e)	A distance
Réunion de travail avec le comité de pilotage	1 jour	Le consultant (e) et comité de pilotage	
Les visites de terrain, les entretiens et la collecte des informations	10 jours	Le consultant (e)	Canada
Réunion sur l'état d'avancement de la mission d'évaluation	1 jour	Le consultant (e) et comité de pilotage	En ligne

Les visites de terrain, les entretiens et la collecte des informations	10 jours	Le consultant (e)	Canada
Présentation des résultats préliminaires et réunion d'information avec le comité de pilotage	1 jour	Le consultant (e)	A distance
Soumission du rapport provisoire d'évaluation	7 jours	Le consultant (e)	A distance

Révision du rapport provisoire d'évaluation en intégrant les commentaires	3 jours	Le consultant (e)	A distance
Soumission du rapport final	5 jours	Le consultant (e)	A distance
Réunion de restitution/Présentation du rapport final	1 jour	Le consultant (e)	En ligne

VI. Qualifications techniques et expérience

- Diplôme supérieur en administration publique, relations internationales, sciences politiques économie, sciences sociales ou autres domaines concernés.
- Plus de 7 ans d'expérience professionnelle dans l'élaboration de politiques/stratégies, dont 2 ans d'expérience pertinente dans le domaine de la migration de travail ou domaine similaire.
- Avoir une bonne connaissance et expérience des thématiques relatives à la migration de travail au Canada, y compris les cadres juridiques,
- Avoir une expérience dans la conduite d'évaluations à distance,
- Compréhension approfondie du marché de travail canadien,
- Connaissance des différents secteurs privés et des provinces canadiennes.
- Une expérience préalable de travail avec l'OIM sur la migration de travail serait un atout ;
- Avoir de bonnes capacités de travail en équipe et de terrain
- Bonne aptitude aux relations interpersonnelles et à la communication.
- Excellente capacité d'expression orale et écrite en anglais et français.
- Bonne compétences informatiques, connaissance de la communication par internet et des applications MS Office (Word, Excel, Power point) Zoom et MS Teams.
- Une expérience similaire de mission d'évaluation est un avantage.

VII. Composition de dossier de candidature

Les consultants intéressés sont invités à soumettre leurs dossiers de candidature comprenant les documents suivants :

- Proposition technique, précisant la compréhension des TDRs, la méthodologie de travail, l'approche, et le plan de travail, les qualifications et les expériences du consultant, des exemples de rapports de travaux similaires effectués précédemment. Un CV actualisé du candidat indiquant l'expérience acquise dans le cadre de tâches similaires, ainsi que les coordonnées (adresse électronique et numéro de téléphone)
- Proposition financière : le consultant intéressé est prié de fournir une offre financière en dollars (USD.) américain.

VIII. Application

Les propositions techniques et financières complètes doivent être soumis au plus tard le 13 Mai 2024 à iomdjhrd@iom.int

Uniquement les candidats présélectionnés seront contactés.